

Christian SAUTTER

LA PROCHAINE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

27 avril 2014

Il est né en 1955 à Eschweiler, une petite ville proche d'Aix-la-Chapelle, la capitale de Charlemagne. Après une scolarité sans histoire dans un lycée privé, il a fait une année d'apprentissage pour devenir libraire, profession qu'il a exercée entre 1982 et 1994, dans une autre petite ville allemande, Würselen. Engagé dès sa prime jeunesse dans le Parti social-démocrate allemand, il est devenu bourgmestre de Würselen à 31 ans. Élu au Parlement européen en 1994, il en devient un des piliers, jusqu'à le présider en 2012, à la suite d'un accord de partage passé avec le parti conservateur, Parti Populaire Européen (PPE).

Le 25 mai, Martin SCHULZ sera le candidat unique du Parti socialiste européen (PSE) à la présidence de la Commission européenne, dans les 28 pays de l'Union. Car, pour la première fois, les électeurs vont choisir directement le successeur de Jose Manuel Barroso. Comme dans toute bonne démocratie, c'est désormais le chef de la future majorité au Parlement de Strasbourg qui sera adoubé par les chefs d'États et de gouvernements pour diriger l'Exécutif européen.

Les élections européennes du 25 mai ne seront donc pas seulement un défiloir pour les frustrations multiples que suscite l'Europe actuelle. Elles seront aussi et surtout une chance, la dernière chance, pour infléchir la trajectoire de l'Europe qui s'enfonce aujourd'hui dans l'austérité, le laisser-faire et l'impuissance.

Le choix proposé aux électeurs est simple : Martin Schulz pour le changement ou Jean-Claude Juncker, l'ancien Premier ministre du Luxembourg, pour la continuité.

Le 17 avril, Martin Schulz est venu ouvrir la campagne française du PSE au Cirque d'hiver de Paris, lieu célèbre et plus sérieux qu'il ne paraît, où Bertrand Delanoë avait lancé en 2000 son élan victorieux vers la Mairie de Paris.

Après des discours français assez convenus (« jolie » langue de bois européenne), sauf celui de Pervenche Berès, députée européenne assidue et active, qui a notamment fait un beau rapport sur la crise financière et a aidé à monter « Finance Watch » (contre-pouvoir face aux lobbies financiers puissants à Bruxelles et Strasbourg), Martin Schulz a longuement improvisé un discours chaleureux et brillant dans un français impeccable et souvent familier (c'est une des multiples langues qu'il pratique couramment).

Il a commencé par se présenter, ce que ne font jamais les Français qui se croient célèbres et connus du monde entier. Il a parlé de son père policier, de sa mère qui a élevé cinq enfants, de sa province d'origine, frontalière au point qu'autrefois des cousins s'affrontaient dans trois armées différentes. Il a précisé

qu'il n'avait pas fait d'études supérieures mais que ses deux enfants avaient eu cette chance. Tous ces propos avec une lueur malicieuse dans les yeux : un Allemand moyen qui n'en pense pas moins !

Et il a attaqué bille en tête. Est-il normal d'avoir consacré des centaines de milliards d'euros au sauvetage des banques (1600 Mds € exactement) et de négocier pour investir 21 milliards dans la « garantie jeunes » ? Cette garantie consiste à proposer un emploi, une formation, un contrat d'apprentissage ou un stage dans les quatre mois suivant la sortie du système éducatif ou la perte d'un emploi. Les socialistes européens ont poussé dans ce sens et les majorités conservatrices de la Commission et du Parlement de Strasbourg n'ont consenti qu'à débloquer 6 milliards d'euros. Somme ridicule si l'on considère qu'est au chômage un jeune Européen sur quatre qui cherchent du travail.

La « garantie jeunes », mise en place par le gouvernement français sur financement européen, est une des propositions pour redonner espoir à une génération de 5,5 millions de jeunes « sacrifiés » à travers toute l'Europe. Sont aussi proposés un « fonds européen d'aide à la mobilité des étudiants » et l'extension d'Erasmus à toute la jeunesse, en formation générale ou professionnelle et aux jeunes en recherche d'emploi.

Dans le programme adopté en mars, à Rome, par le PSE, intitulé « Il Manifesto », les deux premiers des dix points sont limpides et toniques : « La priorité : l'emploi » et « Il est temps de relancer l'économie ». Hardies la politique industrielle ambitieuse, l'économie sociale, les PME ! Priorité aux technologies vertes, à l'innovation, la recherche, la formation !

Cela change des discours « sado-monetaristes », selon la jolie expression de Paul Krugman ! Oui, mais les finances publiques, direz-vous, c'est important ! Martin Schulz est d'accord et souligne que l'évasion fiscale coûte 1000 milliards d'euros chaque année aux recettes publiques des 28 États membres. Lui promet d'en résorber la moitié d'ici 2020 et cite en appui de beaux graphiques qui montrent que Google, grâce au « double irlandais et au sandwich hollandais » parvient à ne payer que 3,2% sur les bénéfices réalisés à l'étranger.

Et Martin Schulz est aussi un chaud partisan de la « taxe sur les opérations financières » qui rapporterait, malgré un taux très faible, 34 milliards d'euros si elle est limitée à 11 pays, 57 milliards si elle couvrirait toute l'Union. « Mettre la finance au service des citoyens et de l'économie réelle » est une musique qui ne dérangerait nullement ni la majorité des banques qui font bien leur métier de financeur des investissements productifs, ni la quasi totalité des PME qui font la prospérité de l'Allemagne et des autres pays. Il est clair que l'adversaire de notre tribun talentueux, Jean-Claude Juncker, ex Premier ministre d'un paradis fiscal, le Luxembourg, ne défend pas les mêmes propositions !

Sur le volet social, le candidat du PSE ne se voile pas la face. Il veut mieux protéger les « travailleurs détachés » et les pays d'accueil en durcissant la directive

qui permet actuellement de nombreux abus, mais pose comme intangible le principe de libre circulation des personnes à travers l'Union Européenne. Il propose des « salaires minimaux décents » distincts selon les pays, ce qui est plus responsable que d'imposer le Smic français à toute l'Europe, comme le veulent certains de nos compatriotes extrêmes.

On ne peut dire que le chapitre « Promouvoir l'influence de l'Europe dans le monde » soit particulièrement fourni. La raison tient probablement à la volonté du Parlement européen (de tous les groupes) d'exercer progressivement un plus grand contrôle de l'Exécutif sur les décisions relatives à l'économie, au social et au développement sectoriel (agriculture, innovation). L'existence d'un pâlichon Président de l'Europe et d'une si discrète Ministre des Affaires étrangères, travaillant en parallèle de la Commission, ne facilite pas les choses. Mais on peut regretter la discrétion sur la trop forte parité de l'Euro et une certaine prudence sur les négociations UE-États-Unis, qui « se déroulera sur plusieurs années ».

De même, le programme n'aborde pas la question incontournable de l'Europe à noyau fédéral et à couronne commerciale, autrement dit de « l'Europe de l'euro », disposant d'un budget fédéral et d'un contrôle exécutif et parlementaire sur les grands équilibres des budgets nationaux, d'une politique monétaire et de régulation financière, entourée de la « zone de libre-échange » que prône avec obstination le Royaume-Uni.

Ce programme n'est donc pas parfait, puisqu'il a été rédigé à 28. Mais il a l'immense mérite d'exister, et surtout d'être incarné par un authentique européen, intelligent, rusé, drôle et passionné d'Union, Martin SCHULZ !

« L'austérité en Europe est une erreur » ! dit-il. « L'Europe doit changer, c'est notre conviction profonde. Il faut une Europe qui avance, une Europe qui protège, une Europe qui agit ». Vaste programme, aurait dit le général de Gaulle qui a confirmé l'option européenne de la France en décembre 1958, contre tous les frileux du patronat qu'intimidait déjà la puissance industrielle renaissante de l'Allemagne. Option européenne confirmée par François Mitterrand en 1983 et approfondie ensuite en complicité avec Helmut Kohl et Jacques Delors.

« La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir ! » « Le nationalisme, c'est la guerre ». Sur ces deux phrases fortes du Président que j'ai servi et admiré, je clos cette lettre.

LE 25 MAI, UN JOUR, UN TOUR, UN PRÉSIDENT !

Christian Sautter